

SCFP QUESTIONS D'ÉCONOMIE

EN BREF

Le plan économique des conservateurs – La sonnette d'alarme est tirée

La semaine dernière, le ministre des Finances Jim Flaherty a publié sa Mise à jour économique et financière et son plan économique Avantage Canada. Bien que la plupart des Canadiens tomberaient sans doute endormis avant de terminer ces 165 pages de chiffres, de discours et de promesses fallacieuses, le document doit servir de sonnette d'alarme pour quiconque se préoccupe de l'avenir du pays.

Avant de devenir leader conservateur et premier ministre, Stephen Harper a déclaré, à une rencontre secrète organisée par un groupe américain de droite, que les « États-Unis, et particulièrement votre mouvement conservateur, sont une lumière et une inspiration pour les gens de notre pays et ailleurs dans le monde » et que les Canadiens « ne reconnaîtraient même pas le genre de pays que je veux diriger ».

Même s'ils sont avares de détails, ces deux documents nous laissent entrevoir quelques bribes du plan de M. Harper pour refaire le Canada.

Les groupes de lobbying d'entreprises ont été ravis par le plan économique des conservateurs, le qualifiant de « douce musique à nos oreilles » et affirmant qu'il répondait à « chacune de nos priorités » et contenait « tous les éléments de ce dont nous avons besoin ».

Le CTC, le SCFP et d'autres organisations progressistes condamnent vigoureusement le plan, mais ils n'ont bénéficié que d'une couverture médiatique limitée dans la presse d'affaires. Lisez ce qui suit et vous comprendrez pourquoi.

La **Mise à jour économique et financière** fait surtout le point sur l'économie et les finances et présente des prévisions, mais le document montre l'orientation que veut suivre le gouvernement. Même s'ils ont promis une plus grande transparence, les conservateurs ont décidé de ne présenter que deux années de prévisions dans leurs budgets; ainsi, cette mise à jour est la seule source publique de prévisions quinquennales plus longues.

Ce que la mise à jour montre clairement, c'est que le gouvernement fédéral ne peut pas se permettre les promesses fiscales des conservateurs, réduire la dette et accroître l'investissement public dans les importants programmes qui sont la priorité pour la plupart des Canadiens : santé, éducation postsecondaire, garderies, réduction des inégalités et protection de l'environnement.

Mais c'est ce que veulent les conservateurs. Malgré tous leurs beaux discours, ils veulent réduire les dépenses publiques dans ces domaines essentiels et réduire le rôle du gouvernement fédéral.

Leurs amis du monde des affaires auront ainsi plus d’occasions de profiter de la privatisation des soins de santé, des services de garde à l’enfance privés, de l’éducation privée et des partenariats public-privé pour l’infrastructure et les services municipaux.

En fin de compte, le public paie plus cher pour tous ces services. Et les travailleurs des services publics paient par leurs emplois – et des salaires plus bas.

Messieurs Harper et Flaherty tentent de vendre leur salade en promettant des baisses d’impôts pour faire plaisir aux Canadiens à revenu moyen. Le présent document montre que bien qu’on leur en promette beaucoup, les Canadiens à revenu moyen n’obtiendront en fait que peu d’avantages. Presque toutes les nouvelles baisses d’impôts prévues sont destinées aux entreprises et à ceux qui gagnent plus de 100 000 \$. Les conservateurs promettent d’autres baisses de TPS, mais la plupart des Canadiens ont à peine profité de la première baisse et de nombreuses entreprises ont tout simplement augmenté leurs prix. Ils mettront en œuvre une Prestation fiscale pour le revenu gagné pour les travailleurs à très faible revenu, mais cette mesure était déjà prévue par le gouvernement précédent.

Mais surtout, toute autre baisse d’impôts significative entraînera des compressions dans les dépenses encore plus importantes que celles déjà prévues – et là, tout le monde paiera très cher.

Les travailleurs canadiens profiteraient bien davantage d’une bonne hausse salariale que de baisses d’impôts, mais les conservateurs font tout ce qu’ils peuvent pour supprimer les salaires des travailleurs. Ils font une promotion accrue du Programme concernant les travailleurs étrangers temporaires afin que les employeurs puissent exploiter les travailleurs étrangers et faire baisser les salaires au Canada. Les travailleurs étrangers temporaires n’ont que peu de droits au Canada, sont facilement exploités et reçoivent moins que le salaire minimum dans certains cas. En même temps, ils restreignent sévèrement l’entrée de réfugiés au Canada et réduisent les programmes de formation et d’alphabétisation destinés aux Canadiens.

Avantage Canada est l’expression la plus claire, jusqu’à maintenant, des plans économiques des conservateurs pour le Canada.

Les origines du plan sont évidentes dès la lecture de la couverture. Le titre est recyclé de l’approche Alberta Advantage de Ralph Klein. Le cadre et la politique idéologiques sont tirés en grande partie du manifeste économique de l’Institut Fraser publié dernièrement par Mike Harris et Preston Manning, *Building Prosperity in a Canada Strong and Free*.

Le plan Avantage Canada combine un certain nombre d’engagements très explicites à l’égard des entreprises à de vagues promesses en matière d’éducation, de développement de la main-d’œuvre et de questions sociales, ainsi que quelques trucs populistes conçus pour faire la manchette et tromper le public.

L’ensemble du plan des conservateurs est sous-tendu par une restructuration radicale du rôle du gouvernement fédéral et du Canada. Peu de solutions véritables sont proposées pour les enjeux qui importent le plus aux Canadiens, comme la santé, la pauvreté, l’itinérance, le changement climatique et les besoins des collectivités qui souffrent des effets des revers économiques.

Les conservateurs promettent plus de soutien et une réglementation plus souple pour les banques, les télécommunications et les industries du pétrole et du gaz, mais rien de précis pour les secteurs forestiers ou manufacturiers, qui ont pourtant connu leur part de difficultés. Comme la dernière fois, le document offre des miettes en matière de politique économique et, comme la dernière fois, ces mesures ne réussiront pas à améliorer la qualité de vie de la plupart des Canadiens.

Mais surtout, ce document montre clairement que le gouvernement Harper croit fermement que beaucoup de ces préoccupations ne devraient pas être du ressort du gouvernement fédéral. Les conservateurs répètent encore et encore qu’ils limiteront le recours au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral et concentrera les nouvelles dépenses sur les responsabilités fédérales. Cette déclaration devrait être accompagnée d’un immense astérisque.

Ce qu’ils veulent dire, en réalité, c’est qu’ils limiteront le recours au pouvoir fédéral de dépenser en ce qui a trait aux programmes sociaux ou à d’autres programmes qui pourraient profiter aux gens, comme la création d’un programme national de garderies, la réduction de l’itinérance ou la réduction du coût des médicaments par la mise en œuvre d’un programme national d’assurance-médicaments. Non seulement ils limiteront toute dépense fédérale future dans ces domaines, mais ils réduiront encore davantage les programmes fédéraux existants.

Le Canada est déjà l’une des fédérations les plus décentralisées au monde. Les gouvernements nationaux de presque tous les autres pays ont des pouvoirs de dépenser généraux beaucoup plus grands que ceux de notre gouvernement fédéral. La fédération canadienne a pu évoluer et se moderniser parce que le gouvernement fédéral a joué un rôle de leadership dans de nombreux domaines en utilisant son pouvoir de dépenser pour amener les gouvernements provinciaux à créer de nouveaux programmes nationaux.

Si le gouvernement fédéral n’avait pas joué ce rôle de leadership dans le passé, les Canadiens n’auraient pas aujourd’hui les programmes nationaux d’assurance-emploi, d’assurance-maladie et de Sécurité de la vieillesse et de Régime de pensions. Ce sont là trois des quatre pierres angulaires de la sécurité économique individuelle au Canada.

Mais le tableau change radicalement lorsqu’il est question d’aider les entreprises. Le gouvernement Harper n’hésite pas à utiliser ses pouvoirs de dépenser pour convaincre, par tous les moyens, les gouvernements provinciaux et municipaux de réduire les impôts des sociétés (en faisant passer une plus grande partie du fardeau aux consommateurs), de réduire la réglementation qui s’applique à la main-d’œuvre et d’utiliser des partenariats public-privé pour privatiser les services.

Le programme du gouvernement Harper est clairement de réduire les services publics, de réduire le pouvoir du gouvernement fédéral – et de nos autres gouvernements démocratiquement élus – et d’accroître le pouvoir que les entreprises exercent sur notre vie.

Les travailleurs canadiens paieront encore plus par l’augmentation du coût de la vie, par la diminution de la sécurité, par l’élargissement des inégalités et par la chute des salaires.

N’oubliez pas que le ministre Flaherty était un membre clé du gouvernement de Mike Harris, qui a délesté des milliards de dollars de coûts aux municipalités et qui a réduit les dépenses en environnement, en santé et en services sociaux. Le fardeau fiscal des Ontariens est peut-être moins élevé, mais ils paient encore ce privilège aujourd’hui avec les taxes municipales les plus élevées au monde, des primes d’assurance-santé qui ont grimpé en flèche, l’inégalité sociale et un sous-investissement dans l’infrastructure et les services communautaires.

Même les Américains ont rejeté dernièrement l’idéologie républicaine des règles du libre marché, des baisses d’impôts, de l’inégalité croissante et de la privatisation mais, avec ce plan, le gouvernement de Stephen Harper l’adopte avec enthousiasme.

Contrairement aux conservateurs qui soutiennent que les baisses d’impôts permettront d’édifier une économie plus forte, les faits empiriques internationaux montrent que les pays les plus productifs et les plus concurrentiels du monde maintiennent une qualité de vie élevée pour leurs citoyens grâce à un secteur public fort, à de bons services sociaux et à des investissements accrus dans les services publics. Avant, les conservateurs parlaient d’accroître la productivité et la concurrence. Depuis la publication de ces études, leur langage a changé; ils parlent désormais d’« efficacité », en donnant au mot le sens qui leur convient.

Les conservateurs ont aussi annoncé qu’ils consulteront les Canadiens sur leur plan économique jusqu’au 18 décembre.

Mais ils ne veulent l’opinion que des Canadiens qui sont d’accord avec eux : les consultations sont limitées à une discussion sur la façon de mettre en œuvre leur plan et Finances Canada avertit, en caractères gras, que seuls les commentaires portant directement sur le plan seront pris en considération.

Même si Jim Flaherty, Stephen Harper et le ministère des Finances ne vous écouteront pas dans le cadre des « consultations publiques », ils n’auront d’autre choix que d’écouter aux élections. Nous devons commencer dès maintenant à nous préparer à contrer le programme de droite proposé dans ce plan. Ce document devrait servir de sonnette d’alarme à tous les Canadiens qui se préoccupent de l’avenir de notre pays.

:mf/sep491

S:\Research\WPTEXT\ECONOMY\ECONOMIC BRIEFS\Conservative Economic Plan Wake-Up -fr.doc